

SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

COMITÉ SYNDICAL DU 18 SEPTEMBRE 2025

Convocations adressées le : Vendredi 12 septembre 2025
Nombre de délégués titulaires présents : 07
Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 01
Nombre de pouvoirs attribués : 0
Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 08
Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Alain BENARD ; Christophe BOULANGER ; Olivier CONTE ; Emmanuel DENIS ;
Armelle GALLOT LAVALLEE ; Michel GILLOT ; Laurent RAYMOND.

Suppléants à voix délibérative :

Nathalie SAVATON.

Suppléants sans voix délibérative :

Néant.

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Néant.

Absents excusés :

Sébastien MARAIS ; Brigitte PINEAU.

Secrétaire de séance :

Armelle GALLOT-LAVALLEE

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, présente le rapport suivant :

Il est soumis à l'approbation du Comité syndical le procès-verbal de la séance du 26 juin 2025.

Le procès-verbal du Comité syndical du 26 juin 2025 est rédigé comme suit :

COMITÉ SYNDICAL DU 26 JUIN 2025

Convocations adressées le : jeudi 19 juin 2025

Nombre de délégués titulaires présents : 7

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 01

Nombre de pouvoirs attribués : 0

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 08

Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Christophe BOULANGER ; Olivier CONTE ; Emmanuel DENIS ; Christian GATARD ; Michel GILLOT ; Franck MAZET ; Patrick LEFRANCOIS.

Suppléants à voix délibérative :

Michel PADONOU.

Suppléants sans voix délibérative :

Nathalie SAVATON.

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Néant

Absents excusés :

Armelle AUDIN ; Alain BENARD ; Armelle GALLOT-LAVALLEE ; Sébastien MARAIS ; Brigitte PINEAU ; Laurent RAYMOND ;

Secrétaire de séance :

Christian GATARD.

Le Comité syndical a débuté ses travaux à 17h55.

En l'absence de quorum, Monsieur Christophe BOULANGER, 1er Vice-Président, a présenté les rapports des projets de délibérations, que les délégués titulaires et suppléants avaient reçus préalablement au Comité syndical, conformément aux dispositions des articles L2121-10 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Le quorum a été atteint avec l'arrivée de Monsieur Michel GILLOT, délégué titulaire, à 17h55. Monsieur Christophe BOULANGER, 1er Vice-Président, a alors procédé au vote des délibérations dont les détails figurent ci-dessous.

❖ ADOPTION DU PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 28 MAI 2025

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Il est soumis à l'approbation du Comité syndical le procès-verbal de la séance du 28 mai 2025.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'acter le procès-verbal du Comité syndical du 28 mai 2025.

Le Comité syndical a acté à l'unanimité.

❖ APPROBATION DU PREMIER AVENANT AU CONTRAT DE PROJET PARTENARIAL D'AMENAGEMENT DE LA PORTE EST METROPOLITAINE

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le contrat de préfiguration du Projet Partenarial d'Aménagement de la Porte Est Métropolitaine - du ferroviaire au bord du Cher - a été approuvé par délibération du Comité syndical en date du 06 octobre 2023. Ce contrat couvre un vaste périmètre d'environ 470 hectares, au sein duquel s'inscrivent de nombreux projets d'aménagement stratégiques et d'envergure métropolitaine voire régionale. Ces projets sont coordonnés autour d'enjeux partagés et d'actions élaborées conjointement par l'ensemble des partenaires signataires.

Conformément à la loi n°2018-1021 portant sur l'Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN), ce contrat a permis de renforcer la cohérence, de favoriser l'innovation et d'accélérer la mise en œuvre des actions qu'il encadre, grâce notamment à une gouvernance récurrente privilégiant l'échange et le partage de l'information.

Entre-temps, la loi n°2023-973 du 23 octobre 2023 - dite Industrie Verte - introduit plusieurs évolutions destinées à accroître l'efficacité des Projets Partenariaux d'Aménagement, notamment en élargissant les outils à disposition des collectivités territoriales. De plus, le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement actuellement en vigueur arrive à son terme, sa durée étant fixée à 18 mois à compter de sa signature, intervenue le 06 décembre 2023.

Afin de poursuivre cet ambitieux travail partenarial, les partenaires signataires du contrat de préfiguration se sont accordés autour d'un avenant audit contrat, pour prolonger sa durée de manière indéterminée d'une part, et mettre à jour son contenu notamment à propos de l'avancées des études transversales et de la feuille de route des actions opérationnelles. Cet avenant a pour objectif d'ancrer le Projet Partenarial d'Aménagement dans une phase pré-opérationnelle.

Les enjeux de mobilité constituent toujours un pilier stratégique afin de pacifier les espaces urbains en y limitant le trafic motorisé de transit, de favoriser le développement des modes actifs et des transports en commun, en particulier l'insertion du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) et la création d'un Pôle d'Echange Multimodal (PEM).

Les signataires du contrat demeurent les mêmes et s'engagent toujours à promouvoir, coopérer et communiquer.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver les termes du présent avenant au contrat de Projet Partenarial d'Aménagement, ayant pour objet la mise à jour du cadre pré-opérationnel pour des travaux d'aménagement et de reconfiguration urbaine.
- d'autoriser le Président, ou son représentant dûment habilité à signer le premier avenant au contrat de projet partenarial d'aménagement ci-annexé.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **APPROBATION DU C.R.A.C. POUR LA PERIODE DU 1ER MAI 2024 AU 30 AVRIL 2025 – LA SET - TRANSAMO, MANDATAIRE POUR LA CONCEPTION ET LA REALISATION DE LA LIGNE 2 DE TRAMWAY ET SES COMPOSANTES.**

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a donné lecture du rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation du projet de la ligne 2 du tramway et ses composantes, le Syndicat des Mobilités de Touraine « le maître d'ouvrage » ou le « mandat » a confié une maîtrise d'ouvrage déléguée au groupement « la SET /TRANSAMO » « le mandataire » en date du 19 février 2020.

Dans cette convention de mandat, il est rappelé à l'article 18-3 du CCP que le mandataire doit adresser avant le 30 avril au mandant un Compte-Rendu Annuel (C.R.A.C).

La période concernée par ce CRAC est une période charnière puisqu'elle se situe entre la fin des études et des procédures réglementaires et le démarrage des travaux.

Le CRAC ou rapport annuel valide les dépenses du mandataire qui sont conformes à l'avancement du projet et au planning directeur du projet, validé dans le cadre de l'avenant 1 au mandat notifié en date du 17 juillet 2023.

Le CRAC fait état aussi du suivi des produits financiers conformément à l'article 16.3 du CCP : « Les éventuels produits financiers issus des avances sont imputés au compte du mandat. Ils seront reversés annuellement au mandant après adoption du Compte- Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) »

Le mandataire TRANSAMO, a remis au mandat le C.R.A.C, en date du 19 Mai 2025. Ce dernier retrace l'exercice du 1^{er} mai 2024 au 30 avril 2025 du mandat de maîtrise d'ouvrage pour la conception et la réalisation de la ligne 2 de tramway et ses composantes.

Le montant des produits financiers issus du CRAC s'élève à 228 822.50 €.

Il est proposé au Comité syndical d'approuver le rapport annuel relatif à la période du 1^{er} mai 2024 au 30 avril 2025, dont un exemplaire est joint en annexe de la présente délibération.

Il a été proposé au Comité syndical :

- de prendre acte du CRAC pour la période du 1^{er} mai 2024 au 30 avril 2025 du mandataire dont un exemplaire est annexé à la présente délibération ;

- de confirmer que le Syndicat des Mobilités de Touraine devra percevoir de la part du mandataire La Set / Transamo, la somme de 228 822.50 € ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à effectuer tous les actes, toutes les démarches et à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ACCOMPAGNEMENT DES RIVERAINS PROFESSIONNELS : CREATION DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION AMIABLE

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

La réalisation de la deuxième ligne de tramway a été confiée au groupement TRANSMAO / LA SET. Celui-ci coordonne les travaux et, avec les services du Syndicat des Mobilités de Touraine (SMT), s'efforce de limiter et prévenir au maximum leurs conséquences sur le fonctionnement des activités professionnelles, artisanales ou commerciales riveraines des chantiers.

Des dispositions ont été prises dans les marchés passés avec les entreprises afin de s'assurer du maintien des cheminements piétons et des accès automobiles vers toutes les activités riveraines.

Cependant, l'expérience des chantiers conduits dans d'autres villes montre que, ponctuellement, une gêne plus importante qualifiée « d'anormale et spéciale », pourrait pénaliser des professionnels, artisans et commerçants.

C'est pourquoi, il apparaît nécessaire de mettre en place un dispositif permettant d'examiner la possibilité d'indemniser les intéressés pour les préjudices économiques qui auront été causés par le chantier du tramway.

En l'état actuel de la jurisprudence administrative, l'indemnisation des commerçants impactés par des travaux publics est possible à la condition que le dommage soit en lien direct et certain avec les travaux en cause, sur un périmètre géographique défini, et que le préjudice subi soit anormalement supérieur à celui à celui que doivent supporter, sans contrepartie financière les riverains de travaux publics. Ces critères nécessaires ne sont pas exhaustifs.

Ainsi, pour éclairer le Comité syndical sur le caractère indemnisable ou non des pertes déplorées par les commerçants et le montant indemnitaire pouvant le cas

échéant leur être alloué, il est proposé la création d'une commission d'indemnisation amiable présidée par un magistrat du Tribunal Administratif d'Orléans, qui sera composée de représentants de la Chambre des Métiers d'Indre-et-Loire, de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Indre et Loire, de l'Ordre des experts-comptables et d'élus.

Il est proposé de composer la commission d'indemnisation amiable comme suit :

- Membres à voix délibérative :

Un collège d'expert :

- Madame Pauline BERNARD nommée par le TA, Président de la Commission et ayant pour suppléant Monsieur Paul GASNIER
- Monsieur Pierre-Henri DELMAS, représentant élu de la Chambre de Commerce et d'Industrie ayant pour suppléant Madame Lucie PLISSON
- Monsieur Mauro CUZZONI, représentant élu de la Chambre de Métiers d'Indre-et-Loire ayant pour suppléant Madame Béatrice MEXMAIN
- Madame Hélène MILLOT, représentant de l'ordre des experts comptables ayant pour suppléant Alexandre VIAU

Un collège d'élus :

- Monsieur Olivier CONTE, représentant de la ville de Saint-Pierre-des-Corps ayant pour suppléant Monsieur Alain DELANCHY
- Monsieur Iman MANZARI, représentant de la ville de Tours ayant pour suppléant Madame Cathy SAVOUREY
- Monsieur Lionel AUDIGER, représentant de la ville de Joué-Lès-Tours, ayant pour suppléant Monsieur Bernard SOL
- Monsieur Philippe LE SOURNE, représentant de la ville d Chambray-Lès-Tours ayant pour suppléant Monsieur Didier VALLEE
- Monsieur Patrick SOTTEJEAU représentant de la ville de La Riche ayant pour suppléant madame Armelle AUDIN

- Membres à voix consultatif :

- Un agent du Syndicat des Mobilités de Touraine
- Un représentant du mandataire groupement TRANSAMO / LA SET.

Des membres suppléants, en nombre identique à celui des membres titulaires, sont

désignés par leur entité respective, y compris pour le Président de la Commission.

Cette Commission aura pour objet :

- d'instruire les demandes d'indemnisation des préjudices d'exploitation commerciale susceptible d'être causés aux riverains professionnels
- d'émettre un avis de nature à éclairer la décision qui sera prise par le Comité syndical sur le caractère indemnisable ou non du préjudice, ainsi que la proposition d'indemnisation.

Il est précisé que le Président de la Commission aura voix prépondérante en cas de partage des voix.

Les membres de la Commission seront indemnisés de leurs frais de déplacement, sur production de justificatifs, si leur entité d'origine se situe en dehors du territoire du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le règlement intérieur joint en annexe précise les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission. Il décrit les critères de recevabilité, la procédure de saisine et d'examen des demandes.

Les propositions de la Commission seront soumises pour décision au Comité syndical.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver de créer une Commission d'Indemnisation Amiable du préjudice économique lié aux travaux de la première ligne de tramway ;
- d'adopter le règlement intérieur de la Commission d'Indemnisation Amiable, comme proposé ci-dessus ;
- d'arrêter la composition de la Commission d'Indemnisation Amiable du Syndicat des Mobilités de Touraine, comme proposé ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer tout document afférent à la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A MOBILITE SOLIDAIRE 37

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le droit à la mobilité permet l'accès au travail, à la formation, au logement, à

l'éducation, aux soins... Ce droit est un facteur important d'intégration sociale et de développement économique des territoires. Le projet de l'association Mobilité Solidaire 37 vise à mettre en place des actions de mobilités durables et inclusives pour lutter contre l'exclusion sociale ou professionnelle.

La finalité du projet porté par l'association Mobilité Solidaire 37 répond aux objectifs du Syndicat des Mobilités de Touraine de proposer des solutions d'écomobilité sur son territoire et de développer le conseil en mobilité et l'accompagnement au changement au bénéfice de ses habitants, notamment les plus fragiles qui sont aussi les plus impactés par la dépendance à l'automobile.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite accompagner l'association Mobilité Solidaire 37, notamment dans la poursuite du programme TIMS, un programme d'éducation populaire qui vise à impulser le développement d'une mobilité solidaire et durable en Indre-et-Loire en promouvant des modes de déplacements plus écologiques tels que le vélo, les transports en commun, le covoiturage etc., en informant un large public sur les enjeux et les solutions d'écomobilité et en proposant un accompagnement individuel aux personnes en situation de précarité (150 personnes accompagnées en 2024).

Afin d'accompagner l'association dans cette action, il est proposé le versement d'une subvention à hauteur de 40.000 € HT à Mobilité solidaire 37 pour l'année 2025.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'accorder le versement d'une subvention à Mobilité Solidaire 37 à hauteur de 40.000 € HT pour l'année 2025 ;
- d'autoriser le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer la convention et ses avenants qui, selon les dispositions de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et son décret d'application en date du 6 juin 2001, devront être conclus avec les associations bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23.000 € ainsi que celles dont le montant est inférieur mais qui nécessitent l'établissement d'une convention.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ MESURES RELATIVES A LA GESTION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Conformément à l'article L. 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Le développement de nouvelles pratiques de déplacement tels que notamment le vélo, l'autopartage ou le covoiturage nécessite le recrutement d'un chargé de communication Ecomobilité pour les promouvoir.

Il est donc proposé de créer un emploi permanent pour recruter à compter du 1^{er} juillet 2025 selon les modalités suivantes :

- **Un poste permanent n°9561 au cadre d'emploi des attachés territoriaux relevant de la catégorie A à temps complet, de métier chargé de communication affecté à la direction et en rattachement hiérarchique à la responsable de communication à compter du 1^{er} juillet 2025,**
- Le recrutement d'un agent contractuel si la vacance d'emploi n'est pas pourvue par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire, conformément aux conditions fixées à l'article L 332-8-2° du code général de la fonction publique.
- Dans l'hypothèse d'un recrutement d'un agent contractuel, le contrat proposé d'une durée minimale de 18 mois renouvelable expressément et chaque renouvellement dans la limite d'une durée de 3 ans. A compter de 6 années d'exercice ininterrompu des mêmes fonctions, conformément aux dispositions de l'article L332-10 du code général de la fonction publique, un contrat à durée indéterminée sera proposé à l'agent contractuel.
- La rémunération de l'agent contractuel proposée en référence à la grille indiciaire du cadre d'emploi et du grade des attachés territoriaux de 444 indice brut minimum à 821 indice brut maximum selon la dernière mise à jour en vigueur.

Il a été proposé au Comité syndical :

- de décider la création du poste permanent détaillé ci-avant ;
- d'autoriser le recrutement sur un poste permanent d'un agent contractuel selon les modalités définies ci-avant ;
- d'autoriser le Président à signer tout acte découlant de la mise en œuvre de la présente délibération.
- La dépense correspondante est inscrite au chapitre 012 dépenses de personnel

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **AVENANT N°13 A LA CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU RESEAU DE TRANSPORT PUBLIC ET DE SERVICES ANNEXES DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE 2019-2025**

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Par délibération de Tours Métropole Val de Loire en date du 19 novembre 2018, aux droits et obligations de laquelle le Syndicat des Mobilités Touraine (SMT) s'est substitué, a été approuvée la passation de la convention de délégation de service public (DSP) de transport public de voyageurs avec la société Keolis.

Les dispositions de la convention prévoient la possibilité d'adapter et mettre à jour le contrat par voie d'avenant.

Au vu de l'évolution des conditions d'exploitation, il est proposé l'adoption d'un 13^{ème} avenant ayant pour objet :

- L'évolution de l'offre
- La prolongation de l'expérimentation « mon guide fil bleu »
- La prise en compte des nouveaux tarifs solidaires adoptes par le SMT
- L'évolution de la durée de validité du titre de transport dans le contexte des travaux
- L'impact du décalage du calendrier des travaux sur les recettes diverses
- La mise à jour du programme pluriannuel d'investissement (délégataire et autorité organisatrice)
- L'achat d'un véhicule Bluebus
- Les besoins en parc de véhicules de transport de personnes à mobilité réduite Fil Blanc
- Le déplacement de l'entrée du P+R Tranchée
- L'information voyageurs et charte de communication pour le réseau travaux
- L'impact de la loi n°2024-364 du 22 avril 2024 concernant les congés payés acquis pendant des périodes d'arrêt de travail
- Le positionnement d'un arrêt Résabus à la gare de Saint-Pierre des Corps
- L'indexation charges variables bus Fil Bleu

Au regard des dispositions de l'article L. 3135-1 du Code de la commande publique, le montant du contrat correspond aux paiements effectués par le SMT pour couvrir l'intégralité des charges contractuelles d'exploitation s'élève à 439 566 399 € (valeur économique 2017) sur la durée de la convention en tenant compte des options levées initialement et des dispositions des avenants n°1 à 12.

Les effets de l'avenant n°13 sur le chiffre d'affaires du délégataire Keolis sont les suivants sur la durée de la convention, en valeur économique 2017 : augmentation de la contribution de 193 912 €.

L'avenant 13 a également pour incidence une réduction de l'engagement de recettes du délégataire de 499 438 €.

L'impact cumulé des avenants 1 à 13 sur la valeur du contrat (hors modifications prévues dans les documents contractuels initiaux (options)) se traduit par une diminution de la contribution versée par le SMT (- 12 M€ sur la durée du contrat), représentant une réduction de 2,8 % de la valeur initiale du contrat (hors options).

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'adopter l'avenant n° 13 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de services de transport public de voyageurs avec la société KEOLIS (2019-2025), joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer l'avenant n° 13 à la présente délibération et à signer tout document afférent à la mise en œuvre de cette dernière.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ CHAMBRAY-LES-TOURS – 2 RUE JEAN PERRIN - ACQUISITION D'OPPORTUNITE

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

La société RENOVARE est propriétaire de la parcelle cadastrée section AW n°33 sise 2 rue Jean Perrin à Chambray-lès-Tours.

Une partie de cette parcelle est concernée par le projet de ligne de TRAMWAY. Il s'agit d'une emprise de terrain d'une superficie de 286 m² environ, issue de la parcelle cadastrée section AW n°33, située en façade de la rue Jean Perrin au numéro 2 et en continuité dans l'angle de l'avenue de la République à Chambray-

Lès-Tours. Elle est actuellement utilisée en parking (14 places de stationnement) pour le magasin Décor 37. Elle est en zonage UX, zone à vocation économique.

Le 11/05/2021 le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien à 53 000 € pour 275 m² soit 192 € par m².

Le 20/11/2024, le Syndicat des mobilités de Touraine a proposé l'acquisition de cette emprise foncière libre d'occupation au prix net vendeur de 54 912€ soit 192 € par m², avec prise de possession différée au démarrage des travaux. Par ailleurs, le Syndicat des mobilités de Touraine prendra en charge les travaux de reconstitution suivants, avec dépôt des autorisations d'urbanisme y afférent:

- Réalisation de 14 places de stationnement,
- Réalisation d'une bande engazonnée,
- Reconstitution du muret entre l'arrière du futur trottoir et des places de stationnements

Le 07/03/2025 le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien à 56 700€.

Par courrier la société RENOVARE a accepté la proposition du Syndicat des Mobilités de Touraine d'acquisition de l'emprise d'environ 286 m² au prix de 54 912 € net vendeur pour un bien libre d'occupation.

Il est précisé que les frais d'acte notarié et de géomètre liés à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des mobilités de Touraine.

Il vous est proposé d'accepter cette vente aux conditions susmentionnées, étant précisé que l'acte de vente sera rédigé par Maître Anne-Laure ROSEMBLY de l'Office notarial Damien COLASSE, Anne-Laure ROSEMBLY et Quentin CARCELEN situé 15 rue des Granges Galand à Saint-Avertin, représentant le vendeur et Me Véronique GRIGUER, notaire à Chambray-lès-Tours représentant l'acquéreur.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'acquisition auprès de RENOVARE d'une emprise de 286 m² environ dont la superficie sera spécifiée par document d'arpentage à intervenir issue de la parcelle située 2 rue Jean Perrin à Chambray-lès-Tours et cadastrée section AW n°33, moyennant le prix net vendeur de 54 912€ soit 192 € par m² net vendeur, avec prise de possession différée au démarrage des travaux, et que, des travaux de reconstitution seront réalisés au frais et sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Mobilités de Touraine (14 places de stationnement, bande engazonnée, reconstitution du muret entre l'arrière du futur trottoir et des places de stationnements)
- de dire l'emprise foncière vendue sera libre d'occupation,

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité, à signer l'acte authentique afférent à cette acquisition et tous les documents s'y rapportant. La rédaction de l'acte authentique sera confiée à Maître Anne-Laure ROSEMBLY de l'Office notarial Damien COLASSE, Anne-Laure ROSEMBLY et Quentin CARCELEN situé 15 rue des Granges Galand à Saint-Avertin, représentant le vendeur et Me Véronique GRIGUER, notaire à Chambray-lès-Tours représentant l'acquéreur.
- de dire que les frais d'actes notariés et de géomètre liés à cette opération sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ 26 BIS RUE MANSART – CESSION DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION BD N°397

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le Syndicat des Mobilités de Touraine est propriétaire de la parcelle cadastrée section BD n°397, située rue Mansart à Joué-lès-Tours, d'une superficie de 489 m², selon le plan joint, correspondant à un délaissé de la première ligne de tramway.

Cette parcelle étant située dans le prolongement de la propriété de Monsieur et Madame EL MOUMNI, la cession de cette emprise à leur profit est envisagée depuis plusieurs années.

Aux termes d'un courrier reçu le 22 mai 2024, Monsieur et Madame EL MOUMNI ont sollicité le Syndicat des Mobilités de Touraine en vue de l'acquisition de cette parcelle, laquelle devait au préalable faire l'objet d'une division foncière et d'un transfert.

À l'issue de ces formalités, et par courrier en date du 9 mai 2025, le Syndicat des Mobilités de Touraine a proposé à Monsieur et Madame EL MOUMNI de leur céder ladite parcelle moyennant le prix de 2 500 € HT, conformément à un avis domanial en date du 27 mars 2025.

Cette proposition a été acceptée par Monsieur et Madame EL MOUMNI, le 20 mai suivant.

Il est précisé que les frais d'acte notarié liés à cette cession seront à la charge des acquéreurs.

Il a été proposé au Comité Syndical :

- de décider de céder auprès de Monsieur et Madame EL MOUMNI, la parcelle cadastrée section BD n°397, située rue Mansart à Joué-lès-Tours, d'une superficie de 489 m², selon le plan joint, moyennant le prix de 2 500 € HT ;

- de dire que les frais d'acte notarié liés à cette cession seront à la charge des acquéreurs ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer les actes authentiques afférents à cette transaction immobilière dont la rédaction sera confiée à l'office notarial Notaires Loire Conseils, situé 1 place Jean Jaurès à Tours.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **AUTORISATION AU MANDATAIRE DE SIGNER LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DANS LE CADRE DES OPERATIONS D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE NECESSAIRES A LA REALISATION DU PROJET LIGNES2TRAM**

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

L'opération Lignes2tram est composée de la ligne 2 de tramway qui reliera La Riche à Chambray-lès-Tours en passant par Tours et Joué-lès-Tours, de l'extension du centre de maintenance et d'une nouvelle ligne de Bus à Haut niveau de Service.

L'opération Lignes2tram s'inscrit dans une politique globale de renfort de l'offre du réseau de transport public permettant de répondre à une augmentation des besoins de mobilité sur le territoire tout en favorisant le report modal de la voiture particulière vers les transports collectifs.

Par arrêté du 25 mars 2021, le préfet de la région Centre-Val-de-Loire a prescrit un diagnostic d'archéologie préventive sur certains secteurs du projet L2T et en particulier sur le secteur de la Papoterie à Chambray-les-Tours.

Par arrêté du 28 avril 2021, le Préfet de la région Centre-Val-de Loire a attribué le diagnostic d'archéologie préventive à l'INRAP.

Par arrêté du 8 avril 2025, le Préfet de la région Centre-Val-de-Loire autorise à pénétrer et occuper temporairement les parcelles référencées au cadastre section AY 182 et AY 184, pour y réaliser des diagnostics archéologiques préventifs dans le cadre du projet « Lignes2tram ».

Ce diagnostic concerne deux parcelles de pré, dites Pièce de Bariller et inscrites au cadastre AY 182 et AY 184 d'une surface de surface 06 ha 86 a 22 ca. Il porte sur une emprise partielle de ces parcelles sur une surface d'environ 02ha 80a 00 ca.

A ce jour les emprises des parcelles concernées par le diagnostic sont occupées par une exploitation agricole sans être la propriété du SMT.

Pour tenir compte du planning du projet Lignes2tram, les fouilles doivent être réalisées sans attendre que le SMT soit propriétaire des terrains.

Pour cela, il est nécessaire de recourir à un protocole visant à définir les modalités d'occupation et de restitution des emprises foncières par le biais d'une convention d'occupation temporaire.

Cette convention doit être conclue entre l'exploitant et le groupement TRANSAMO-LA SET mandataire du SMT pour le projet Lignes2tram.

En contrepartie de l'autorisation d'occupation temporaire délivrée par l'exploitant pour permettre la réalisation des opérations d'archéologie préventive, l'aménageur s'engage à lui verser une indemnité de perte de récolte calculée sur la base de la superficie réellement endommagée et selon la formule suivante :

Superficie des fouilles (ha) x 1 711€ /ha (Indemnité annuelle totale (€/ha)
correspondant au Barème 2025 établi par la chambre de l'agriculture d'Indre-et-Loire)

Préalablement au versement de l'indemnité, l'exploitant devra fournir à l'aménageur les justificatifs attestant de la nature des cultures en place (déclaration PAC, attestation MSA...).

A ce jour, l'emprise diagnostiquée étant estimée à 2.8ha, le montant prévisionnel de l'indemnité est de 4 790€.

Pendant toute la durée de l'occupation temporaire, il est précisé que l'exploitant continue à payer le fermage aux propriétaires.

Les termes de cette convention ont été acceptés par l'exploitant.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'autoriser le mandataire à établir et à signer la convention d'occupation temporaire dans le cadre des opérations d'archéologie préventive nécessaire à la réalisation du projet LIGNES2TRAM appliqué aux parcelles dites Pièce de Bariller inscrites au cadastre AY 182 et AY 184 à Chambray les Tours

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ INFORMATION DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT ET PAR DELEGATION

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Au regard de l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales et par délibération en date du 30 mai 2023, le Comité syndical a décidé de confier une partie des attributions de l'organe délibérant en application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de ces articles, il appartient au Président de rendre compte des décisions prises dans le cadre de ses attributions et de cette délégation.

➤ Signature des arrêtés suivants :

- **Arrêté 2025/15** : Désignation d'un représentant titulaire de l'association des paralysés de France (APF), au collège de représentants d'associations d'usagers ou d'habitants au Comité des partenaires du Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **Arrêté 2025/16** : Désignation d'un représentant suppléant de l'association des paralysés de France (APF), au collège de représentants d'associations d'usagers ou d'habitants au Comité des partenaires du Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **Arrêté 2025/17** : Désignation d'un représentant titulaire du Conseil de Développement (CODEV), comme membre du collège de représentants d'employeurs ou groupement d'employeurs publics et privés au Comité des partenaires du Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **Arrêté 2025/18** : Désignation d'un représentant suppléant du Conseil de Développement (CODEV), comme membre du collège de représentants d'employeurs ou groupement d'employeurs publics et privés au Comité des partenaires du Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **Arrêté 2025/19** : Désignation d'un représentant suppléant de l'Université de Tours, membre du collège de représentants d'employeurs ou groupement d'employeurs publics et privés au Comité des partenaires du Syndicat des Mobilités de Touraine.

➤ **Signature des avenants par le Syndicat des Mobilités de Touraine :**

Avenant 2 au marché 23004T01 « Renouvellement de deux ponts à futs électrohydrauliques pour la maintenance des bus » notifié à J.A. Becker u. Söhne GmbH u. Co KG le 29/04/2025

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'acter les décisions prises par le Président pour le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Comité syndical a pris acte.

Le Comité s'est achevé à 18h10.

En conséquence, il est proposé au Comité syndical d'adopter la délibération suivante :

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

- **ADOpte** le procès-verbal du Comité syndical du 26 juin 2025.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

Pour extrait conforme et certification du caractère exécutoire,

<p>La secrétaire de séance,</p>  <p>Armelle GALLOT-LAVALLEE</p> 	<p>Pour le Président et par délégation, La Directrice,</p>  <p>Soazic LE GUEN</p> 
--	--